

AKTUELL



PHOTO : WOXX

Conférence de presse après l'entrevue avec les eurodéputés: Un ministre bien dans sa peau.

COMMISSION SPÉCIALE TAXE

Nous n'avons rien à montrer

Luc Caregari

Le passage au Luxembourg de la commission spéciale « taxe » a été l'occasion pour les autorités de réinterpréter le bal de pirouettes rhétoriques déjà inauguré après les révélations Luxleaks - un spectacle qui n'a pas empêché les frustrations du côté des députés européens.

Que les élèves qui sont en train de suer pour leur bac se rassurent : ils ne sont pas les seuls à éprouver de la nervosité accrue ces jours-ci. Les députés membres de la commission des finances et du budget (Cofibu) de la Chambre avaient aussi leur examen - de conscience - à passer ce lundi matin avec l'entrevue avec la commission spéciale « taxe » du Parlement européen. Cette commission, créée après le trouble qui a suivi les révélations Luxleaks, fait actuellement le tour des parlements nationaux dans l'Union pour en savoir plus sur le système de l'« optimisation fiscale » qui fait faire des milliards d'économies aux grandes multinationales aux dépens de la société civile - qui n'a droit qu'à des cures d'austérité.

Bien préparés - entre autres par une haute fonctionnaire du ministère des Finances -, les députés luxembourgeois ont laissé une impression variable à leurs collègues strasbourgeois en fonction de leur étiquette politique. Ainsi pour Fabio de Masi, représentant de Die Linke dans la commission spéciale, les parlementaires européens se seraient heurtés à un mur du silence : « C'était un scénario un peu surréaliste pour moi. Des collègues européens avec lesquels je ne m'entends traditionnellement pas très bien me faisaient l'im-

pression d'être plus à gauche que des socialistes ou verts luxembourgeois », a-t-il décrit au cours d'une conférence de presse donnée en marge des événements chez ses camarades de Déi Lénk.

Une pure perte de temps

Au cours de la réunion, la plupart des députés se seraient cachés derrière Eugène Berger, le président de la Cofibu, et leurs interventions auraient généralement commencé avec les mots « Comme mon collègue vient de le dire... ». Seul Laurent Mosar aurait déclenché l'hilarité générale avec une sortie sur le thème : « Le Luxembourg n'est pas un paradis fiscal, tous les citoyens et les entreprises paient leurs impôts. » Mais sinon, la visite de la commission spéciale « taxe » a été un bide total : « Nous n'avons obtenu aucun des documents que nous avions demandés », résume de Masi, « ni le rapport Krecké, pour lequel on nous a ri au nez et fait croire que personne ne connaissait les célèbres trois pages manquantes sur les tax rulings. Ni une liste, anonymisée, des tax rulings depuis 1991, pour laquelle on nous a fait savoir qu'ils seraient trop compliqués à retrouver et que certainement une bonne partie n'existerait plus. On leur a fait savoir que nous avions tout le temps du monde pour qu'on nous délivre ces éléments. » Et puis, l'entrevue annoncée avec Marius Kohl, le « Mister Ruling » a été annulée, « parce que le gouvernement ne savait pas le retrouver », selon de Masi. Ou parce qu'on estimait qu'importu-

SHORT NEWS

EU: „Bessere Rechtsetzung“ als Tarnung für neoliberale Agenda

(rg) - Am vergangenen Dienstag verabschiedete die Europäische Kommission ihre Agenda für eine „bessere Rechtsetzung“. Das Paket soll eine bessere und effektivere Regulierung innerhalb der EU gewährleisten. Die Rede ist von Offenheit und Transparenz im EU-Entscheidungsprozess, besserer Folgenabschätzungen bei EU-Gesetzesentwürfen und Änderungsvorschlägen, ständiger Überprüfung des geltenden EU-Rechts und einer neuen Verteilung der Aufgaben der EU-Institutionen bis Ende 2015. Unter dem Eindruck der EU-kritischen Bewegungen hatte die Europäische Kommission bereits 2012 eine Initiative zur „besseren Rechtsetzung“ gestartet und seither über hundert Gesetzesvorhaben zurückgezogen, darunter zum Beispiel die EU-Bodenschutz-Rahmenrichtlinie. In diesem Zusammenhang wurde auch vereinbart, die Naturschutzrichtlinien einer Überprüfung zu unterziehen. Solche „Fitness-Checks“ sind Evaluierungen, mit denen geprüft wird, ob ein Regelung weiterhin dem vorgesehenen Zweck dient. Obwohl die Überprüfung normalerweise ergebnisoffen ablaufen sollte, hatte Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker seinen Umwelt-Kommissar Karmenu Vella gebeten, die „Verschmelzung“ und „Modernisierung“ der Vogelschutz- und der Fauna-Flora-Habitat (FFH)-Richtlinie zu prüfen und damit - wie die Umweltschutzorganisationen monierten - das gewünschte Ergebnis bereits vorweggenommen. Der grüne EU-Abgeordnete Claude Turmes warnte jetzt: „Das Maßnahmenpaket der Juncker-Kommission ist für mich absolut inakzeptabel, da es den Einfluss von Industrie- und Wirtschaftslobbies stärken und gleichzeitig die Rechte von nationalen und europäischen Parlamentariern erheblich beschneiden würde!“ Die Kommission wolle unter dem Vorwand des Bürokratieabbaus eine neoliberale Agenda durchsetzen und den Einfluss der Wirtschaft stärken. Juncker erweise sich damit als noch neoliberaler als sein Vorgänger. Turmes weiter: „Sinnvolle und solide EU-Gesetze schützen nicht nur unsere Luft- und Wasserqualität, unsere Sozialstandards und unsere Umwelt, sondern sie fördern auch nachhaltiges Wirtschaftswachstum, wirtschaftliche Innovation und die Schaffung neuer Arbeitsplätze!“ Am heutigen Freitag werden Natur an Umwelt und Mouvement écologique auf einer gemeinsamen Pressekonferenz auf die Vorhaben der Juncker-Kommission in Sachen Vogelschutz- und FFH-Direktive eingehen. An Hand von konkreten Fallbeispielen sollen dabei die Gefahren und die Folgen einer Aufweichung der geltenden Regelungen dargestellt werden.

Land grabbing : des réactions au Luxembourg ?

(da) - La holding luxembourgeoise Socfin tiendra son assemblée générale le mercredi 27 mai à l'hôtel Parc Belair. Socfin, détenue par le groupe français Bolloré, est impliquée dans l'accaparement de terres (« Land grabbing ») en Afrique et en Asie, notamment au Cambodge (woxx 1019) ou encore au Cameroun. Depuis 2013, les victimes de ces pratiques dans plusieurs pays s'organisent et réclament leurs droits. Socfin refuse toute négociation jusqu'à présent - ce à quoi ses adversaires répondent notamment par des actions lors des assemblées générales de l'entreprise. Il serait étonnant que la société civile luxembourgeoise laisse passer inaperçu cet événement...

Erholung des Mietmarktes?

(avt) - Nach dem angekündigten Gesetz zu Wohnungsbeihilfen und der geplanten Umstrukturierung des Fonds du logement, hat sich nun auch die zweite Wohnungsbaugesellschaft, die „Société nationale des habitations à bon marché“ (SNHBM) ambitionierte Ziele gesteckt. Die Gesellschaft, die anteilmäßig Staat, Rentenkasse, Sparkasse und mehreren Städten gehört, baut und verkauft zu verhältnismäßig „günstigeren Preisen“. Rund 250 Wohneinheiten will die SNHBM, die bis dato knapp 80 davon pro Jahr auf den Markt brachte, künftig bauen. In Olm-Sigelsried ist sogar ein „projet d'envergure“ mit 800 Wohneinheiten geplant. Auch die Zahl ihrer Mietobjekte möchte die SNHBM um 50 neue Mietwohnungen jährlich steigern. Das Kapital der Gesellschaft wurde von 30 auf 56 Millionen Euro erhöht. Bis 2017 soll das Personal nahezu verdoppelt werden.

SHORT NEWS

Ende der Diskriminierung von Trans- und Intersexuellen?

(avt) - Es mehren sich die Zeichen, dass die Regierung der Pathologisierung von transsexuellen und intersexuellen Personen ein Ende setzt. Am 12. Mai empfing Gesundheitsministerin Lydia Mutsch Repräsentanten von „Intersex & Transgender Luxembourg (ITGL). In der Unterredung wiesen diese auf die Pathologisierung von transidenten Personen hin - darunter fallen aufgezwungene Hormonbehandlungen und sogenannte ‚geschlechtsangleichende‘ chirurgische Eingriffe. Dr. Erik Schneider von ITGL schlug vor, die Bezeichnung „dysphorie de genre“ aus dem Krankheitskatalog der CNS zu streichen, und berichtete von einer neuen Anlaufstelle für Eltern. Am 17. Mai, anlässlich des internationalen Tages gegen Homo- und Transphobie, unterzeichnete Familienministerin Cahen außerdem die IDAHO-Deklaration, deren Ziel es ist, der Diskriminierung und Gewalt gegen lesbische, bisexuelle, transgender- und intersexuelle Personen (LGBTI) ein Ende zu setzen. Mit der Unterzeichnung verpflichtet sich Luxemburg als 18. Staat weltweit, Maßnahmen gegen die Diskriminierung aufgrund sexueller Orientierung zu ergreifen. Vor dem Hintergrund von Zeugenberichten Betroffener kündigte Gesundheitsministerin Mutsch außerdem einen interministeriellen Austausch an.

Dussmann : lock-out d'Estelle Winter

(lc) - Que le secteur du nettoyage est particulièrement dur envers ses salarié-e-s n'est pas une nouvelle. Et que le combat mené par Estelle Winter, la responsable du secteur nettoyage de l'OGBL, contre ce qu'elle appelle de l'« esclavage moderne » est de longue durée, non plus (woxx 1279). Après le contournement par la coalition bleue-rouge-vert d'une décision de justice en faveur des employé-e-s du secteur, obtenue de haute lutte - l'obtention du salaire social minimum qualifié avec une ancienneté de dix ans - par un accord négocié avec le patronat, voilà le nouveau coup dur. Cette fois, c'est le lock-out, donc l'impossibilité de se rendre dans l'entreprise, de la représentante syndicale. En effet, la société Dussmann a déclaré Estelle Winter persona non grata dans ses locaux à Munsbach. L'OGBL a immédiatement réagi en portant plainte contre ces agissements devant l'Inspection du travail et des mines et en organisant, ce mardi, un piquet de protestation devant les locaux de la multinationale allemande. Entre-temps, si vous souhaitez soutenir la lutte des employé-e-s du nettoyage, rendez-vous sur Facebook dans le groupe « Le mouvement d'Estelle Winter ».

Patri(d)otes : case prison

(lc) - Beaucoup l'avaient anticipé, la justice a enfin agi. Francis Soumer, le président de la « Lëtzebuerger Patriote Liga », et son acolyte Dan Schmitz, bien connus pour leurs commentaires racistes sur les réseaux sociaux, ont été condamnés en appel à six mois de prison - avec sursis pour le premier. Schmitz, ayant d'autres condamnations à son actif, n'échappera donc pas à l'air filtré de Schrassig. Cela pour avoir menacé de mort Serge Kollwelter et Laura Zuccoli, de l'Asti, en réaction à une émission télé sur des logements vides. Les deux débattaient entre autres de la taille des balles qu'il faudrait pour abattre Zuccoli. Des propos qui excèdent largement les motifs pour lesquels d'autres commentateurs racistes ont pu être condamnés par le passé. On ne peut qu'espérer que cette décision les amènera à réfléchir un peu. Même si, avant la décision finale, ils s'étaient moqués du représentant du parquet - l'appelant « manifestement ivre » - dans un rapport « leaké » de leur joyeuse ligue. Un outrage à magistrat manifeste qui, pour le moment, n'a pas encore été poursuivi.

AKTUELL



Ils continueront de faire pression: les manifestants du Tax Justice Network lors de leur intervention devant la Chambre des députés.

suite de la p. 3

ner une personne retraitée n'était pas de mise, selon d'autres sources.

Quoi qu'il en soit, Marius Kohl comme Jean-Claude Juncker vont être les invités de la commission spéciale « taxe » dans les mois à venir.

Pourtant, on ne peut pas s'attendre à ce que grand-chose en sorte, et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, la commission spéciale « taxe » n'est pas une commission d'enquête - aux pouvoirs très larges - , même si les voix nécessaires sont réunies pour en installer une. C'est que Martin Schulz, le président du Parlement européen, a bloqué cette initiative et n'a pas permis de vote en session plénière sur l'installation d'une commission d'enquête : « C'est parce que les sorts de Schulz et de Juncker sont liés », commente de Masi. « C'est un peu comme deux mafieux se faisant face et pointant une arme sur les parties génitales de leurs concurrents - le premier qui bouge se prend une balle. »

Double discours bien rôdé

Et puis, la commission spéciale est loin d'être homogène et d'accord sur tout. Le président Alain Lamasource, du PPE (UMP et ex-ministre sous Balladur), aurait bloqué des initiatives de députés jugés trop impertinents envers son collègue Juncker et essaierait de dire les choses diplomatiquement pour n'offusquer personne. Encore heureux que le Luxembourg n'ait pas été visité par le vice-président de cette commission, qui n'est d'autre que Bernd Lucke des populistes allemands de l'AfD. Celui-ci a certainement d'autres chats à fouetter en ce moment. Et puis il y a encore le représentant luxembourgeois, Frank Engel, qui en fin de compte ne prend pas cette commission spéciale au sérieux, à en croire ses commentaires

dans le Web TV des eurodéputés CSV.

C'est sûrement pour ces raisons que le ministre des Finances, Pierre Gramegna, a eu jeu facile lors de son entrevue avec les eurodéputés. À la conférence de presse commune, il a pu débiter son double discours bien rôdé depuis Luxleaks. Pour l'extérieur, c'est : le Luxembourg va s'empresser de devenir un élève modèle européen pour la taxation des grandes entreprises, sous condition que tout le monde fasse de même, le fameux « level playing field », et pas uniquement au niveau de l'Union mais aussi de l'OCDE, et pourquoi pas du G20. Et pour l'intérieur c'est : le pays a été victime d'attaques sans précédent. Le problème, c'est qu'il omet que le grand-duché n'a toujours pas fait d'efforts pour communiquer à la commission spéciale « taxe » les documents qu'elle demande. Pour cela, Gramegna évoque toujours le secret fiscal, même pour des listes entièrement anonymisées. S'il n'a rien à cacher, alors pourquoi retenir ces informations ? Parce que le volume des impôts « optimisés » serait choquant par rapport à la taille du pays ? Pas sûr que cette ligne de défense durera éternellement.

En tout cas, la résistance à cette politique dans la société civile n'est pas en reste. Fabio de Masi prévoit d'aller jusqu'à la Cour de justice européenne pour obtenir un vote sur une vraie commission d'enquête en session plénière à Strasbourg. Et le Cercle des ONG luxembourgeois, qui a aussi eu une entrevue très intéressante avec la commission spéciale, planifie lui une grande table ronde sur le sujet pour le 2 juin, ainsi que des échanges informels avec plusieurs députés et des membres de l'administration. Le dernier mot dans Luxleaks est donc loin d'être dit.